

Le président Raul Castro appelle à ne pas confondre « égalité et égalitarisme »

La Havane, 12.07.08 (acn)

« Socialisme signifie justice sociale et égalité. Mais, égalité en matière de droits, de chances, non pas en matière de revenus. L'égalité, ce n'est pas l'égalitarisme », a déclaré le président du Conseil d'Etat et du conseil des ministres de Cuba après avoir signalé que le revenu de chaque travailleur doit être en rapport avec ce qu'il apporte à la société.

Au cours de son intervention devant l'Assemblée nationale réunie en session plénière, le président Raul Castro a souligné qu'il faut étudier en profondeur la question des salaires pour les améliorer graduellement et en fonction des priorités. Il a ajouté que la solution de ce problème dépendra de la situation économique de Cuba, elle-même inévitablement liée à la crise mondiale.

« C'est mon devoir de le dire franchement parce que ce ne serait pas éthique de soulever de faux espoirs. Dire le contraire, ce serait vous tromper », a indiqué Raul Castro devant les députés.

« Nous voudrions tous aller plus vite. Mais il faut agir de manière réaliste, contrairement à ceux qui colportent à travers le monde ce mensonge absurde – mais nullement naïf – selon lequel un travailleur cubain gagnerait en moyenne l'équivalent de 17 dollars par mois », a déclaré le président cubain.

Il a expliqué ensuite que ceux qui agissent ainsi ne font que diviser le salaire moyen cubain par le taux change officiel, c'est-à-dire par 25. « Ils le font tout en sachant que même en multipliant par 30 ces 17 dollars (...) personne ne pourrait payer, dans aucun pays capitaliste, ce à quoi n'importe quelle famille cubaine a accès normalement », a-t-il indiqué.

Raul Castro a rappelé ensuite qu'une famille cubaine moyenne paie environ 118 pesos (monnaie nationale) pour le panier de produits que l'Etat cubain lui garantit à des prix fortement subventionnés alors le coût total de ce panier atteint en fait un montant de 61 dollars, selon les prix pratiqués sur le marché mondial.

« Cela ne veut pas dire que nous sommes satisfaits de ce qui a été accompli. Nous sommes au courant des difficultés, du fait que des produits viennent à manquer », a déclaré Raul Castro dans son intervention devant les députés.

Il a fait remarquer ensuite que l'équilibre entre les salaires et les prix ne fait pas partie des problèmes qui peuvent être résolus par décret.

Le président a ajouté que, dans le cas précis de Cuba, ces problèmes sont d'autant complexes que la Révolution se refuse à avoir recours aux politiques économiques connues sous le nom de « thérapies de choc », qui consistent en fait « à faire porter au peuple le fardeau de la crise ».

Raul Castro a indiqué en outre qu'il faut en finir avec les indisciplines et la passivité étant donné que celles-ci affectent directement la productivité et l'efficacité du travail.

Le président du Conseil d'Etat et du conseil des ministres a mis l'accent sur le fait qu'il est essentiel que le revenu de chaque travailleur « soit en accord avec son apport personnel ».

Après avoir signalé qu'il ne faut pas confondre égalité et égalitarisme, le président Raul Castro a bien souligné que l'égalitarisme est finalement une autre « forme d'exploitation : celle où le bon travailleur se fait exploiter par celui qui n'en est pas un ou, pire encore, par celui qui ne travaille pas ».

Le président cubain a mentionné aussi la nécessité d'éliminer les gratuités indues et l'excès de subventions et d'établir certaines formes d'impôts « de manière à ce que nous apportions tous notre contribution au maintien des services gratuits ou des prix fortement subventionnés, au financement de secteurs tels que la défense, la sécurité et l'ordre intérieur, l'administration publique et beaucoup d'autres qui sont indispensables au fonctionnement de n'importe quel pays ».